

# Salariés, amis, lecteurs, diffuseurs, tous ensemble nous devons agir pour garantir la pérennité de nos titres

## Communiqué de la CGT de *l'Humanité*

Dans le cadre des mardis de l'urgence sociale, le rassemblement du 2 avril place du Palais royal, devant le ministère de la Culture, est une première étape. Avec nos confrères et consœurs de France télévisions, de l'AFP, de Mondadori, nous avons pu rencontrer Leïla Derouich, conseillère en charge des médias et des industries culturelles au ministère et Martin Ajdari, directeur de la Direction générale des médias et des industries culturelles (DGMIC).

A l'occasion de ce rendez-vous, ils ont reconnu que le montant des aides dont nous bénéficions avait diminué en 2011. Nous avons rappelé que 1 million d'euros de moins par an n'était pas quantité négligeable. Cela représente un manque de 8 millions d'euros, soit pratiquement le montant de nos dettes actuelles qui pèsent aujourd'hui sur l'avenir de nos titres.

Nous avons également rappelé que *l'Humanité* fait figure d'exception parmi les quotidiens nationaux d'informations politiques et générales, étant le seul à ne pas être adossé à un grand groupe. Nous avons interpellé l'Etat quant à sa responsabilité vis-à-vis du pluralisme de la presse garanti par la Constitution.

Pour l'heure, le gouvernement refuse d'envisager une augmentation du volume de ces aides et encore moins une refonte du système de répartition que nous défendons, ses représentants ont cependant affirmé leur attention à notre situation et se sont dit mobilisés à nos côtés via notamment un soutien lié à la transition numérique. C'est un discours que nous entendons depuis des années, sans en voir la couleur. Il est temps de passer aux actes étant donné notre placement en redressement judiciaire depuis le 7 février.

Ce premier rassemblement doit en amener d'autres. Une mobilisation pour défendre *l'Humanité* doit être organisée dans les prochaines semaines devant le Parlement pour s'opposer à la réforme de la loi Bichet sur la distribution. Un Conseil des ministres serait prévu le 10 avril. Salariés, amis, lecteurs, diffuseurs, tous ensemble nous devons agir pour garantir la pérennité de nos titres.

Le 27 mars, le tribunal de commerce de Bobigny a fixé un nouveau point d'étape le 15 mai. Il a surtout pointé le mercredi 26 juin comme une audience décisive. C'est à cette date que le plan de continuation d'activité devrait être examiné. Celui-ci comporte pour l'heure trois volets : des économies, des recettes nouvelles et une réduction de la masse salariale. Lors d'une première réunion de la commission économique, les propositions formulées par les salariés ont été discutées.

Le calendrier va désormais clairement s'accélérer. La première période d'observation qui doit nous amener à présenter un plan de redressement de l'entreprise s'achève début août. De son succès dépend l'avenir du journal et de ses salariés. Nous avons proposé des pistes et réaffirmons leur nécessité pour éviter que la masse salariale ne soit l'unique variable d'ajustement. Les pistes présentées en CSE par la direction vont aussi dans ce sens.

C'est aux syndicats et à la CGT d'y veiller car les semaines qui s'ouvrent vont être décisives socialement. Les administrateurs entendent dans les jours qui viennent discuter clairement de la masse salariale et des suppressions de postes. Enormément de salariés s'interrogent sur leur avenir. La CGT est à leur disposition pour discuter de cas individuels et étudier avec eux des solutions collectives.

Face à nos dettes importantes et notre déficit structurel de plusieurs millions d'euros par an, nous ne pourrions éviter une liquidation sans le changement de notre modèle économique. Pour ces raisons, nous estimons dangereux de semer l'illusion qu'une recapitalisation à elle seule empêcherait la mise en place d'un plan de suppression de postes. Dans une période aussi délicate pour notre journal, une telle démarche ne peut de plus être entreprise sans concertation. Une telle initiative relève de décisions stratégiques du journal. De plus, nous refusons que ceux qui ont le plus d'argent aient le plus de pouvoir.

A la CGT nous refusons que l'avenir de *l'Humanité* soit compromis par un plan d'économies et de suppressions de postes à courte vue imposé de l'extérieur. Le président du tribunal l'a également clairement affirmé : « Un plan social pour faire un plan social ne fonctionnera pas. »

Il faut donc un véritable projet. Nous nous mobilisons pour préserver nos forces vives, essentielles à l'existence et au développement de nos trois titres et de la Fête. Nous proposons :

- une réflexion approfondie sur les innovations éditoriales nécessaires à la conquête d'un lectorat toujours plus large. Il nous faut aussi réfléchir collectivement aux priorités nécessaires au redressement de nos comptes (diffusion, communication...). L'édition papier est la base de notre modèle économique, la réflexion sur nos titres papiers et les moyens de les améliorer pour être plus attractifs et utiles, est partie intégrante d'un projet d'avenir. Mais il faut qu'elle s'accompagne d'une offre numérique conséquente pour toucher de nouveaux publics.
- mobilisation de nos lecteurs et amis pour redynamiser l'ensemble de nos canaux de diffusion, notamment nos réseaux d'abonnements pérennes et de diffusion militante, notamment en repensant le rôle, l'animation, les initiatives des CDH. La diffusion et la communication autour de nos titres et de notre Fête doivent aussi s'inscrire comme priorité dans la distribution de nos moyens
- une initiative à l'intention des pouvoirs publics et du président de la République courant mai, afin de mener la bataille pour que l'Etat permette dans les faits que le pluralisme de la presse (dont il est le garant dans les textes) reste pleinement d'actualité. Une aide exceptionnelle, si elle est toujours utile, n'est pas suffisante au regard des enjeux démocratiques. Comme pour le 22 février, plus celle-ci sera partagée au sein de la maison plus elle aura de succès.

C'est donc dans le plein respect de nos valeurs que nous devons surmonter la difficile épreuve qui est devant nous. La CGT fera tout pour que nous surmontions les périls et que *l'Humanité* soit dans les mois qui viennent en capacité de répondre toujours mieux à sa mission historique : informer pour donner à tous ceux qui le veulent les moyens de construire un avenir meilleur.

**La CGT employés, cadres et journalistes de *l'Humanité***